

## **NON A UNE ECOLE DE LA REGRESSION NON A UNE ECOLE INEGALITAIRE**

A la rentrée scolaire 2011, l'ampleur des suppressions d'emplois et des baisses de crédit votées vont accélérer dramatiquement la dégradation de la mission d'enseignement scolaire de notre République.

Le budget, voté par la majorité présidentielle n'a d'autre ambition pour le système éducatif que la recherche d'économies permettant de réaliser le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite alors même que les effectifs d'élèves vont augmenter et que la part du PIB français destinée aux enseignements primaires et secondaires a diminué dans la période récente en passant de 4,5% en 1995 à 3,9% en 2006.

Or, nous constatons tous que la situation de cette rentrée 2010 est la pire depuis de très nombreuses années. Elle découle de trois budgets successifs (2008-2009-2010) particulièrement sévères pour le système éducatif, se traduisant en particulier par la disparition de 60 000 emplois de personnels enseignants et non enseignants. Les conséquences sont directes pour la qualité du système éducatif et notre département n'est pas épargné, bien au contraire !

C'est dans ce contexte très difficile que le Recteur ordonne à nouveau un retrait de plus de 50 emplois Education Nationale, pour la rentrée 2011, dans les Hautes-Pyrénées.

Dans le premier degré, ce sont 26,5 emplois qui seront supprimés. Ce nombre de fermetures jamais atteint a fait l'effet d'une bombe dans un département qui subit tout à la fois les conséquences de la crise économique et les conséquences des fermetures antérieures :

- les enfants de 2 ans ne peuvent plus être scolarisés dans un nombre toujours plus grand de communes. Les suppressions envisagées en grand nombre en maternelle ne vont faire qu'amplifier cet abandon programmé par le ministère.
- les effectifs vont augmenter dans toutes les classes
- les RASED n'arrivent plus à faire face aux besoins d'aide signalés par les écoles. Les fermetures programmées dans ce secteur indispensable pour l'aide aux élèves en difficulté vont encore accentuer les difficultés de ces élèves.
- les remplacements connaissent et vont connaître de grosses difficultés l'an prochain
  - la formation initiale et continue des enseignants a été anéantie en 2 ans. Face à ce vide, les moyens dévolus à l'aide pédagogique aux maîtres sont en diminution partout : Conseillers Pédagogiques de spécialités supprimés l'an dernier, itinérants en langue vivante supprimés cette année...
  - les associations complémentaires de l'école (FOL, OCCE, PEP, ...) et les mouvements pédagogiques voient leurs moyens diminuer d'année en année

- les personnels précaires subissent de plein fouet des diminutions de leur très faible salaire ou pire des non renouvellements de contrat comme c'est le cas pour les personnels d'aide à la direction.

Cette dégradation profonde du service public d'Education et les annonces d'encore plus de fermetures conduisent les parents à occuper des écoles, à engager des actions de résistance, d'une ampleur jamais atteinte dans notre département. La presse locale s'en fait l'écho tous les jours, signe que cette mobilisation est inédite. Inédite également la prise de conscience que si l'école de son enfant n'est pas concernée cette année, les perspectives qui s'annoncent ne sont pas favorables. C'est pourquoi les Parents d'Elèves occupent également des écoles qui ne sont pas sur la liste noire des fermetures, c'est pourquoi ils parlent dans leurs actions de solidarité et d'avenir.

Dans le second degré, au moins 25 postes seront supprimés dans les filières générales et une vingtaine dans les filières « pro ». On assiste à la mise en place d'un collège à deux vitesses, d'un lycée moins ambitieux, plus ségrégatif, tournant désormais le dos à la démocratisation du second degré. Ainsi l'accès au lycée ne fait plus partie des objectifs déclarés du collège, et celui avoué de 50% d'une classe d'âge à la licence laisse bien entendre qu'on s'apprête à interdire l'accès du lycée à tous ceux qu'on jugera dès la troisième, incapables de l'atteindre. La voie technologique perd sa spécificité, et avec elle le rôle d'ascenseur social qu'elle parvenait encore à jouer. Quant à la dramatique réforme des lycées professionnels, avec en particulier le passage du cursus bac pro de 4 ans à 3 ans, elle laisse sur la touche multitude d'élèves incapables de suivre le rythme désormais imposé, et qui vont grossir les rangs de tous ceux qui quittent le système scolaire sans qualification ou avec leur seul brevet des collèges en poche. La pénurie des moyens et la déréglementation prennent le pas sur l'égalité républicaine face à l'éducation.

Le secteur administratif, les infirmières, assistantes sociales.....aucun secteur ne sera épargné, face à une telle situation et à la mobilisation dans l'ensemble du territoire le gouvernement doit voter un collectif budgétaire afin de reconstruire un système éducatif digne de ce nom, qui réponde aux besoins constatés sur le terrain et qui permette d'assurer la réussite de tous les élèves.

C'est pourquoi les organisations syndicales ont décidé collectivement de ne pas siéger lors du CDEN du 23 février, car en toute conscience, nous ne pouvons cautionner cette politique dévastatrice et délétère, qui organise la concurrence entre les écoles et les territoires.

**L'ECOLE EST NOTRE AVENIR**

**L'ECOLE EST NOTRE BIEN COMMUN**

**PROTEGEONS LA !**



